

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DE LA ROCHELLE

**Séance du 4 avril 2024**

Le Conseil communautaire de la CdA de La Rochelle, convoqué le 29 mars 2024, s'est réuni le 4 avril 2024 dans la salle dédiée au bâtiment Vaucanson à Périgny.

Sous la présidence de M. Jean-François FOUNTAINE, Président, (sauf à la 16<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> questions, départ)

Sous la présidence de M. Antoine GRAU, 1<sup>er</sup> Vice-président, à la 16<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> questions

**Membres présents** : M. Antoine GRAU, Mme Séverine LACOSTE (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Roger GERVAIS (sauf à la 18<sup>ème</sup> question, départ), M. Gérard BLANCHARD, M. Alain DRAPEAU (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), Mme Sylvie GUERRY-GAZEAU (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Vincent COPPOLANI, M. Jean-Luc ALGAY (jusqu'à la 14<sup>ème</sup> question), M. Guillaume KRABAL, Mme Mathilde ROUSSEL (à compter de la 11<sup>ème</sup> question), Mme Marylise FLEURET-PAGNOUX (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Vincent DEMESTER (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), Vice-présidents ;

M. David BAUDON, M. Christophe BERTAUD, M. Patrick BOUFFET, M. Philippe CHABRIER, Mme Katherine CHIPOFF (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Thibaut GUIRAUD, Mme Catherine LÉONIDAS, M. Tony LOISEL, Mme Marie-Gabrielle NASSIVET, Mme Marie NÉDELLEC (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Jean-Pierre NIVET, M. Pascal SABOURIN (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), Mme Chantal SUBRA (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Paul-Roland VINCENT, Conseillers délégués ;

Mme Michèle BABEUF (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), Mme Elyette BEAUDEAU, Mme Catherine BENGUIGUI (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Sébastien BÉROT, M. Gérard-François BOURNET, Mme Josée BROSSARD (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Jean-Claude COSSET, Mme Viviane COTTREAU-GONZALEZ (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), Mme Amaël DENIS, Mme Hélène DE SAINT-DO (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), M. Yves DLUBAK, M. Pierre GALERNEAU, M. Olivier GAUVIN, M. Patrick GIAT (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), Mme Fabienne JARRIAULT, M. Didier LARELLE, Mme Frédérique LETELLIER, Mme Françoise MÉNÈS (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), Mme Marie-Christine MILLAUD, Mme Chantal MURAT, Mme Gwendoline NEVERS, M. Patrick PHILBERT, Mme Martine RENAUD (sauf à la 16<sup>ème</sup> question, départ), Mme Jocelyne ROCHETEAU, Mme Eugénie TÉTENOIRE, M. Thierry TOUGERON, Mme Chantal VETTER, Conseillers communautaires.

**Membres absents excusés** :

M. Jean-François FOUNTAINE (départ à la 16<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> questions), Président ;

Mme Séverine LACOSTE (départ à la 16<sup>ème</sup> question), M. Roger GERVAIS (départ à la 18<sup>ème</sup> question), M. Alain DRAPEAU (départ à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Sylvie GUERRY-GAZEAU (départ à la 16<sup>ème</sup> question), M. Jean-Luc ALGAY (pouvoir à M. Tony LOISEL à compter de la 15<sup>ème</sup> question sauf à la 16<sup>ème</sup> question), M. Bertrand AYRAL (pouvoir à Mme Elyette BEAUDEAU), Mme Mathilde ROUSSEL (jusqu'à la 10<sup>ème</sup> question), Mme Marylise FLEURET-PAGNOUX (départ à la 16<sup>ème</sup> question), M. Stéphane VILLAIN (pouvoir à M. Jean-Pierre NIVET sauf à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Marie

LIGONNIÈRE (pouvoir à M. Pierre GALERNEAU), M. Vincent DEMESTER  
Vice-présidents ;

Mme Katherine CHIPOFF (déport à la 16<sup>ème</sup> question), M. Marc MIGNÉ (pouvoir à Mme Fabienne JARRIAULT), Mme Marie NÉDELLEC (déport à la 16<sup>ème</sup> question), M. Didier ROBLIN (pouvoir à M. Didier LARELLE), M. Pascal SABOURIN (déport à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Chantal SUBRA (déport à la 16<sup>ème</sup> question), Conseillers délégués ;

M. Tarik AZOUAGH (pouvoir à M. Jean-François FOUNTAINE sauf à la 16<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> questions), Mme Michèle BABEUF (déport à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Lynda BEAUJEAN (pouvoir à Mme Chantal SUBRA sauf à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Catherine BENGUIGUI (déport à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Dorothée BERGER, Mme Josée BROSSARD (déport à la 16<sup>ème</sup> question), M. David CARON (pouvoir à M. Yves DLUBAK), Mme Viviane COTTREAU-GONZALEZ (déport à la 16<sup>ème</sup> question), M. Franck COUPEAU (pouvoir à M. Olivier GAUVIN), M. Pascal DAUNIT (pouvoir à M. Pascal SABOURIN sauf à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Hélène DE SAINT-DO (déport à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Nadège DÉsir (pouvoir à Mme Marylise FLEURET-PAGNOUX sauf à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Evelyne FERRAND (pouvoir à Mme Jocelyne ROCHETEAU sauf à la 16<sup>ème</sup> question, déport), M. Didier GESLIN (pouvoir à M. Philippe CHABRIER), M. Patrick GIAT (déport à la 16<sup>ème</sup> question), M. Dominique GUÉGO (pouvoir à Mme Marie NÉDELLEC, sauf à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Aya KOFFI (pouvoir à M. Jean-Claude COSSET), M. Régis LEBAS (pouvoir à M. Paul-Roland VINCENT), Mme Martine MADELAINE (pouvoir à Mme Catherine LÉONIDAS sauf à la 16<sup>ème</sup> question, déport), Mme Océane MARIEL (pouvoir à M. Sébastien BEROT), Mme Françoise MÉNES (déport à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Line MÉODE (pouvoir à Mme Marie-Gabrielle NASSIVET sauf à la 16<sup>ème</sup> question, déport), M. Hervé PINEAU (pouvoir à Mme Martine RENAUD sauf à la 16<sup>ème</sup> question), M. Olivier PRENTOUT (pouvoir à M. Christophe BERTAUD), M. Michel RAPHEL (pouvoir à Mme Gwendoline NEVERS), Mme Martine RENAUD (déport à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Tiffany ROY, M. El Abbes SEBBAR (pouvoir à Mme Mathilde ROUSSEL à compter de la 11<sup>ème</sup> question), M. Jean-Marc SOUBESTE, M. Michel TILAUD, Mme Marie-Céline VERGNOLLE (pouvoir à M. David BAUDON), Conseillers communautaires ;

**Secrétaire de séance** : Mme Martine RENAUD

n° 15

## **RESSOURCES HUMAINES - PREVENTION LIEE AU TELETRAVAIL - MISE EN PLACE D'UNE AIDE FINANCIERE**

Rapporteur : M. GUIRAUD

***Il est proposé de mettre en place une aide financière aux télétravailleurs pour s'équiper et améliorer leurs conditions de travail à leur domicile.***

La mise en place du télétravail s'est faite à compter de 2019 au sein des services communautaires. D'abord expérimenté, ce dernier s'est fortement développé pendant la période de gestion de la pandémie COVID. Désormais, ce sont 384 agents qui effectuent de manière régulière une partie de leurs missions en télétravail à hauteur de 2 jours par semaine au maximum.

Le développement rapide de cette nouvelle forme d'organisation du travail est venu interroger notamment la question de l'ergonomie du poste de travail à domicile ; la question de la prévention des risques professionnels liés à l'activité administrative étant prise en compte par la collectivité via la mise en place d'actions de prévention par la dotation de matériels appropriés.

Dans le cadre de cette politique, il a été inscrit dans la charte de télétravail le principe d'une aide à l'achat d'équipement pour améliorer l'assise, le plan de travail, l'éclairage d'appoint et l'environnement bureautique du télétravailleur.

Il est proposé d'octroyer une aide financière plafonnée à 130 euros pour aider à l'achat d'équipements. Ce montant est calculé en référence à l'indemnité journalière versée aux télétravailleurs dont le montant journalier est de 2,88 € par jour mais en privilégiant l'amélioration des conditions de travail au domicile de l'agent. Dans le cadre de cette expérimentation, il s'agit d'une aide unique qui sera versée en une ou plusieurs fois dans la limite maximale de 130 € pour chaque télétravailleur ou futur télétravailleur. Le coût global de la mesure est estimé à 38 000 € pour l'année 2024.

Cette aide est destinée aux agents signataires de la convention télétravail, ayant honoré la période d'essai de télétravail et justifiant de(s) facture(s) en lien avec l'amélioration de leurs conditions de travail, contrôlée(s) a posteriori de l'achat pour débloquer l'aide.

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- de décider la mise en place d'une aide financière d'un montant maximum de 130 € par télétravailleur dans les conditions décrites,
- d'autoriser M. le Président ou son représentant à imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts à cet effet au Budget primitif.

**CES DISPOSITIONS, MISES AUX VOIX, SONT ADOPTÉES À LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Membres en exercice : 82

Nombre de membres présents : 53

Nombre de membres ayant donné procuration : 25

Nombre de votants : 78

Abstentions : 13 (M. ALGAY, Mme SUBRA, M. VINCENT, Mme BEAUJEAN, MM. BOURNET, CARON, DLUBAK, Mme FERRAND, M. LEBAS, Mme MILLAUD, M. PINEAU, Mmes RENAUD, ROCHETEAU)

Suffrages exprimés : 65

Votes pour : 64

Vote contre : 1 (M. LOISEL)

**POUR EXTRAIT CONFORME  
POUR LE PRÉSIDENT ET PAR DÉLÉGATION  
LE VICE-PRESIDENT  
Antoine GRAU**

#### **Délais et voies de recours**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.